

Le 7^e Sommet ACP de Malabo : quel futur pour le Groupe ACP ?

Le 7^e sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement ACP qui s'est récemment achevé à Malabo (Guinée Equatoriale) aura permis aux Leaders ACP de dresser un état des lieux sans complaisance de leur organisation et de jeter les bases d'un nouveau positionnement du Groupe dans l'arène internationale. En aurait-il été autrement au regard de la thématique générale de ce Sommet tenu du 13-14 Décembre 2012 qui portait sur « L'Avenir du Groupe ACP dans un monde en mutation : défis et opportunités » ?

Les travaux de Malabo auront donc tenu leur promesse. Si le renouvellement et la transformation du Groupe ACP étaient perçus comme de simples options avant le Sommet, les échanges au Centre de conférence de Sipopo ont révélé une parfaite convergence de vues sur les chantiers à ouvrir pour conserver au Groupe sa pertinence sur la scène internationale.

De récents bouleversements politiques, économiques et géostratégiques invitent à une consolidation de la solidarité entre les pays ACP, une réévaluation du partenariat avec l'Europe et une diversification des partenariats avec les pays du Sud. Ainsi, au mutisme du Traité de Lisbonne sur la relation de l'UE avec les ACP, le Sommet de Malabo a jeté les bases d'une réflexion plus féconde sur les perspectives d'avenir du Groupe ACP après 2020 à l'expiration de l'Accord de Partenariat de Cotonou. Un Groupe d'éminentes personnalités sera mis sur pied dans les prochaines semaines pour enrichir la réflexion sur la mission, la vision, l'organisation et la réforme du Groupe ACP afin de l'adapter aux défis du monde.

Le Sommet a ainsi souligné la nécessité de bâtir des partenariats stratégiques avec d'autres Groupes d'Etats, d'autres organisations et partenaires internationaux de façon à mieux réaliser les objectifs du Groupe ACP. Cet impératif est en phase avec le partenariat mondial de Busan pour une coopération au service du développement, mettant l'accent sur la coopération Sud-Sud et Triangulaire pour dégager des politiques et stratégies de développement plus adaptées à nos réalités.

L'architecture de la coopération développement connaît un profond bouleversement caractérisé par l'intensification de la coopération Sud-Sud y compris les pays émergents, ce qui ouvre de nouveaux horizons pour les échanges, les investissements et l'assistance technique. Force est de constater que depuis 2009, selon un rapport de la CNUCED, le volume total du commerce des marchandises et des services Sud-Sud a atteint 53% du commerce mondial des biens et des services dépassant ainsi les flux Nord-Sud qui jusque là avaient dominé les échanges mondiaux. Face à ces évolutions, le Président Obiang Nguema, a appelé à la création d'une organisation de coopération économique Sud-Sud. Celle-ci devra accompagner la dynamique de croissance et optimiser les atouts de nos pays pour enclencher leur transformation économique structurelle et concrétiser la réalisation du développement humain durable dans les pays ACP.

Malgré une population globale de 986 millions d'habitants soit 15% de la population mondiale, les pays ACP représentent à peine 3% des échanges mondiaux de biens et de services. La voie de la croissance inclusive passe par la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus et la fourniture de services sociaux de base aux populations malgré le défi démographique. Le Sommet a donc prescrit aux Etats membres d'adopter des mesures économiques et commerciales visant à renforcer leur ancrage dans chaînes mondiales d'approvisionnement tout en s'élevant dans la chaîne de valeur. Car l'offre des pays ACP sur le marché mondial est restée tributaire des rentes préférentielles ce qui a figé leur production et sa qualité ainsi que leurs débouchés. En appelant à l'approfondissement de la réflexion sur la faisabilité d'un accord commercial à l'échelle tous-ACP pour promouvoir les échanges et la coopération économique, le Sommet a aussi salué les progrès enregistrés sur le chantier de la création d'une Banque ACP du commerce et de l'investissement dont l'une des missions sera le financement de l'activité commerciale.

Les Accords de Partenariat Economique dont les négociations ont démarré voilà 10 ans restent dans l'impasse du fait des divergences sur la finalité de ces accords : instruments de libre-échange ou instruments de développement ? Le Bénin, par la voix du Président Boni Yayi a proposé la mise en place d'un Panel de Haut niveau composé de six chefs d'Etat et de Gouvernement dont trois représentants la Troïka de l'UE et trois représentants les ACP, notamment (01) pour l'Union Africaine, (01) pour le CARIFORUM et (01) pour les Etats ACP du Forum du Pacifique. Appuyé par des experts provenant des 7 entités négociatrices ACP et de la Commission européenne, ce Panel de Haut niveau se réunira à Bruxelles au plus tard en fin janvier 2013 pour aplanir les contentieux persistants dans les négociations APE.

Si le Sommet s'est également penché sur les questions de paix et de sécurité et la transversalité du développement durable à la lumière des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), c'est sur la thématique de l'énergie que des pistes concrètes ont été enregistrées à Malabo. Alors même que la majorité des pays ACP sont dotés d'énormes ressources énergétiques renouvelables et non renouvelables, ils restent confrontés à la pauvreté énergétique qui entrave leur dynamique de croissance économique et humaine durable. Le Président Paul Biya du Cameroun a, lors du Dialogue de Haut niveau sur l'énergie, proposé la formation de marchés régionaux sur l'énergie autour de grands projets structurants et la mise sur pied d'un cadre ACP de coopération et de concertation pour faire face au défi de l'accès à l'énergie pour tous.

Le 7è Sommet ACP marque donc le point de départ d'une nouvelle évolution du Groupe ACP et c'est ce sentiment que les Chefs d'Etat et de gouvernement ont exprimé lors de leur conférence de presse conjointe à l'issue des travaux de Malabo.

Achille BASSILEKIN
Sous-Secrétaire Général du Groupe ACP